



Division des Droits de l'Homme

Rapport mensuel - Décembre 2020

La situation générale des droits de l'homme et de la protection des civils en République centrafricaine (RCA) a été caractérisée au cours du mois de décembre 2020 par une hausse importante du nombre d'incidents et du nombre de victimes d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire (DIH) par rapport au mois de novembre 2020.

Durant la période considérée, la DDH, y compris les sections des violences sexuelles liées au conflit et de protection de l'enfant, a enregistré 104 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 196 civils (105 hommes, 24 femmes, 38 groupes de victimes collectives, 26 victimes non identifiées, deux garçons, une fille). La DDH a observé une hausse de 71.15% du nombre d'incidents et de 70.40% du nombre de victimes par rapport au mois d'octobre qui avait enregistré 30 incidents et 58 victimes.

Le mois sous revue a connu six incidents de meurtre liés au conflit ayant affecté 14 civils. Cela représente une augmentation de 78,57% du nombre de civils tués par rapport au mois précédent au cours duquel la mort de trois civils avait été documentée. Les présumés auteurs de ces actes sont (en nombre de victimes) l'Unité pour la paix en Centrafrique [UPC (3)], la Coalition des Patriotes pour le Changement [CPC (2)], la coalition du groupe « Retour, Réclamation et Réhabilitation » [3R] et des anti-Balaka (1), la milice armée Misseriya Arabes (7). Un cas d'exécution extra-judiciaire a été commis par un gendarme.

Les différents groupes armés¹ sont présumés auteurs de 94 incidents (90,38% du nombre total d'incidents) ayant touché 148 victimes civiles (75.51 % du nombre total de victimes). Le nombre d'abus commis par les groupes armés a connu une hausse de 73.40% et le nombre de victimes une augmentation de 64.18% comparativement au mois précédent (25 incidents et 53 victimes). La milice armée Misseriya Arabes est présumée

responsable de deux incidents (1.92% du nombre total d'incidents) impactant 20 victimes (11.83% du nombre total de victimes).

Les agents de l'Etat² sont présumés auteurs de sept incidents (6.73% du nombre total d'incidents) affectant 27 victimes (13.77% du nombre total de victimes). Le nombre de violations commises par les agents de l'Etat a augmenté de 28,57% et le nombre de victimes de 81,48% par rapport au mois précédent au cours duquel cinq incidents ayant affecté cinq victimes avaient été documentés.

Les abus et violations des droits de l'homme et du DIH documentés concernent des cas de meurtres/ atteintes à la vie, de menaces de mort, de violences sexuelles liées au conflit, de traitements cruels, inhumains et dégradants, de torture, de menaces à l'intégrité physique, de blessures, d'arrestations arbitraires, d'expropriations et confiscations de propriétés, d'entraves à la libre circulation, de privations arbitraires de liberté, de prises d'otages et enlèvements, de déni d'accès humanitaires, d'attaques illégales contre des humanitaires, de destructions illégales et pillages, et de taxations illégales. Les préfectures les plus touchées sont la Ouaka, la Mambéré Kadeï, la Nana Grébizi et la Vakaga.

Il est à noter que les restrictions de mouvement liées aux conditions sécuritaires ont limité les actions de la DDH dans la mise en œuvre effective de son mandat, notamment en ce qui concerne le monitoring de la situation des droits de l'homme. ■

1 - Cela concerne les groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

2 - Il s'agit d'éléments des forces armées centrafricaines (FACA) et des forces de gendarmerie.

Figure 1 **DONNÉES DÉSAGRÉGÉES SUR LES VICTIMES – DÉCEMBRE 2020**

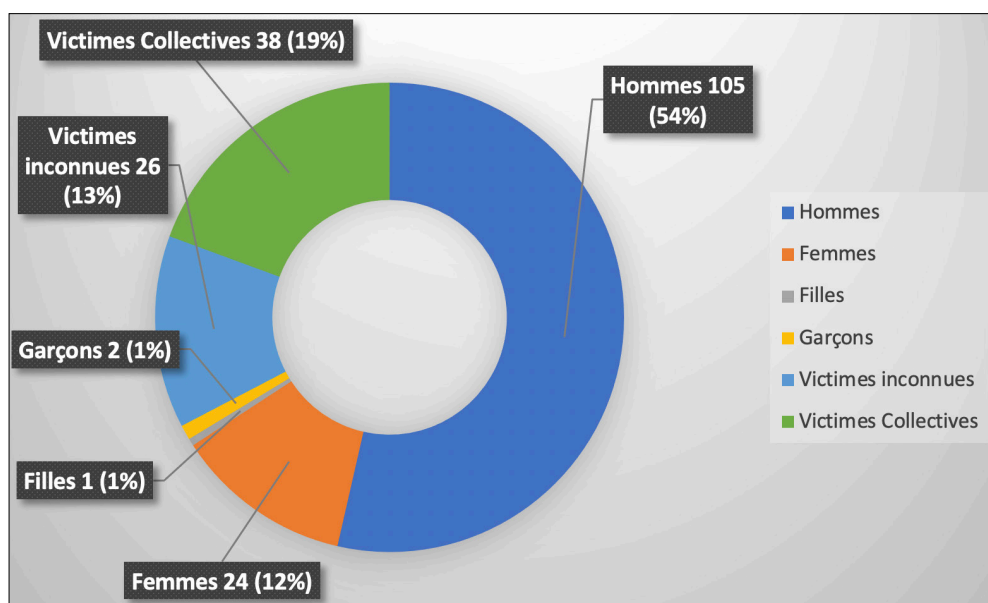


Figure 2 **VICTIMES PAR CATEGORIE D'AUTEURS - OCTOBRE 2020**

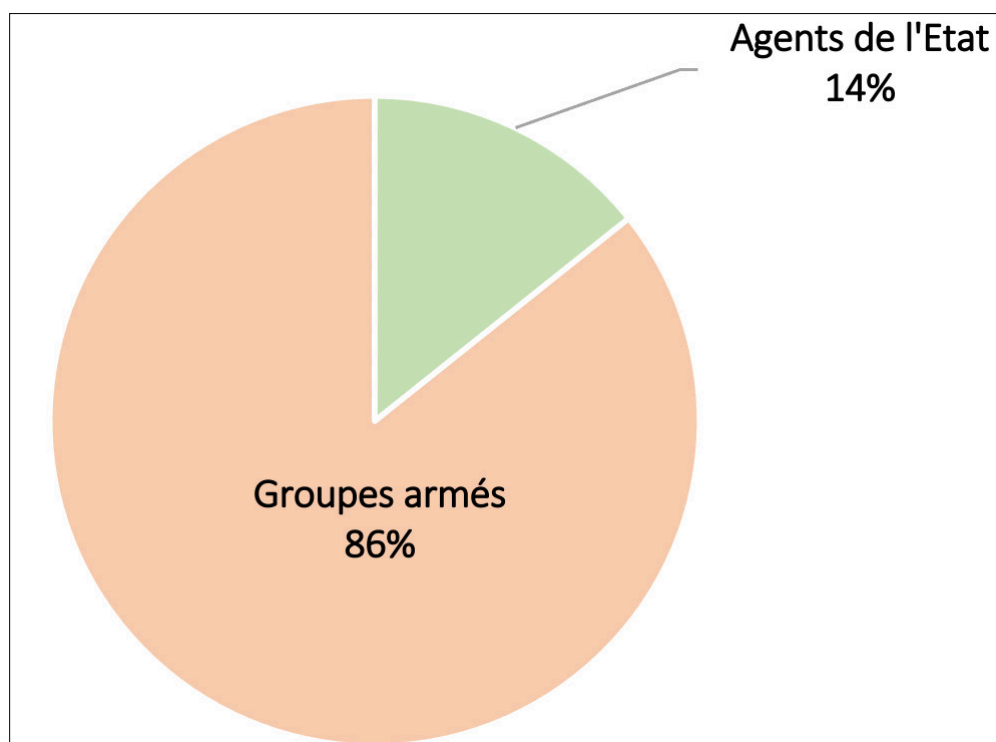


Figure 3

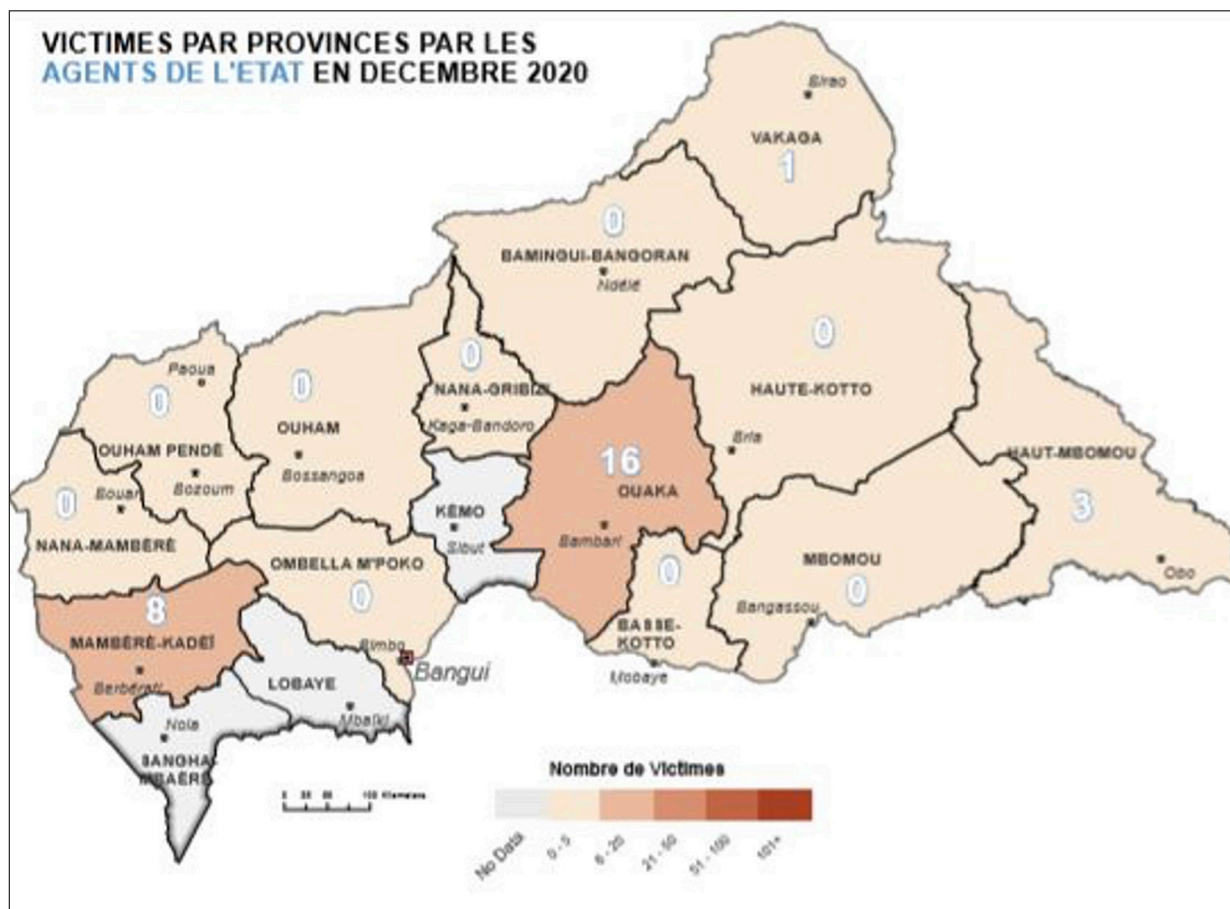


Figure 4

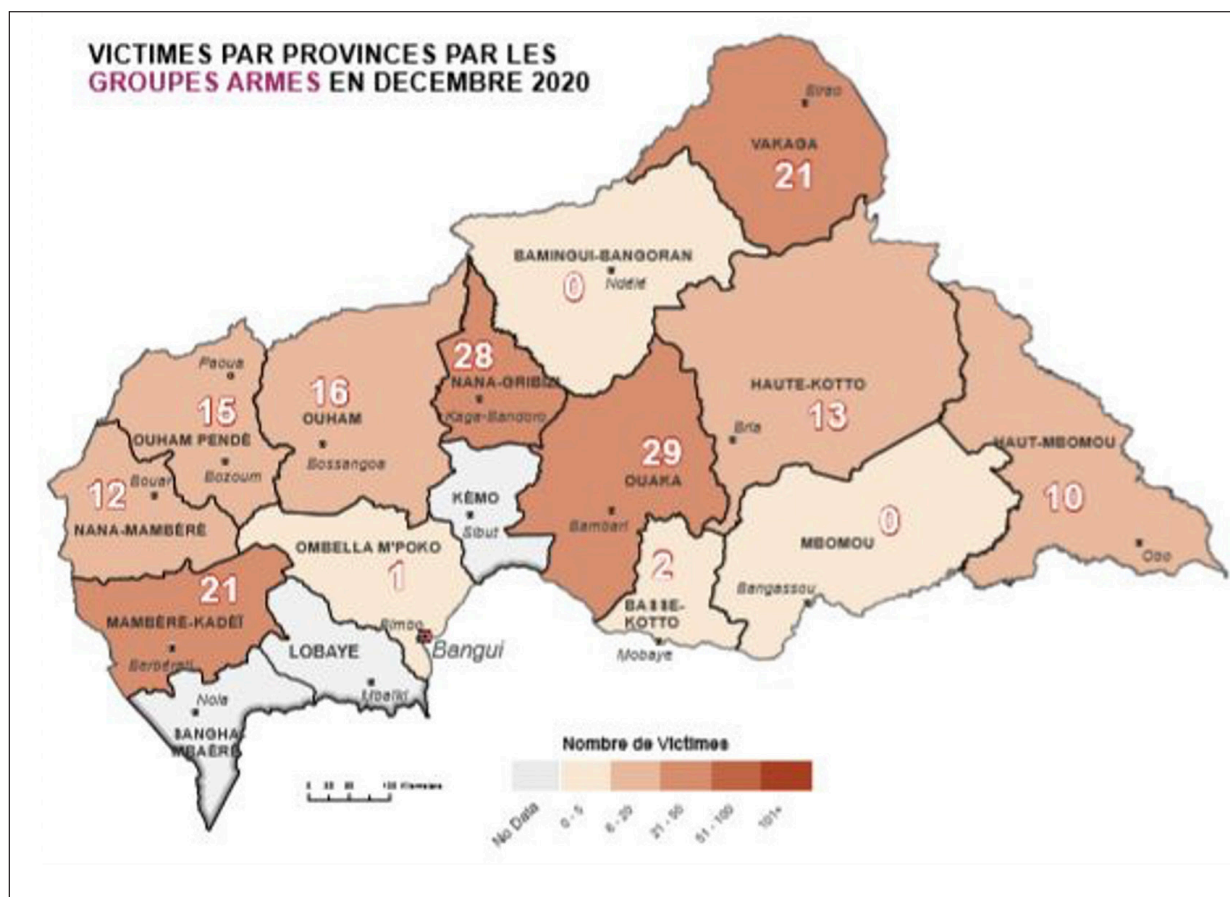


Figure 5

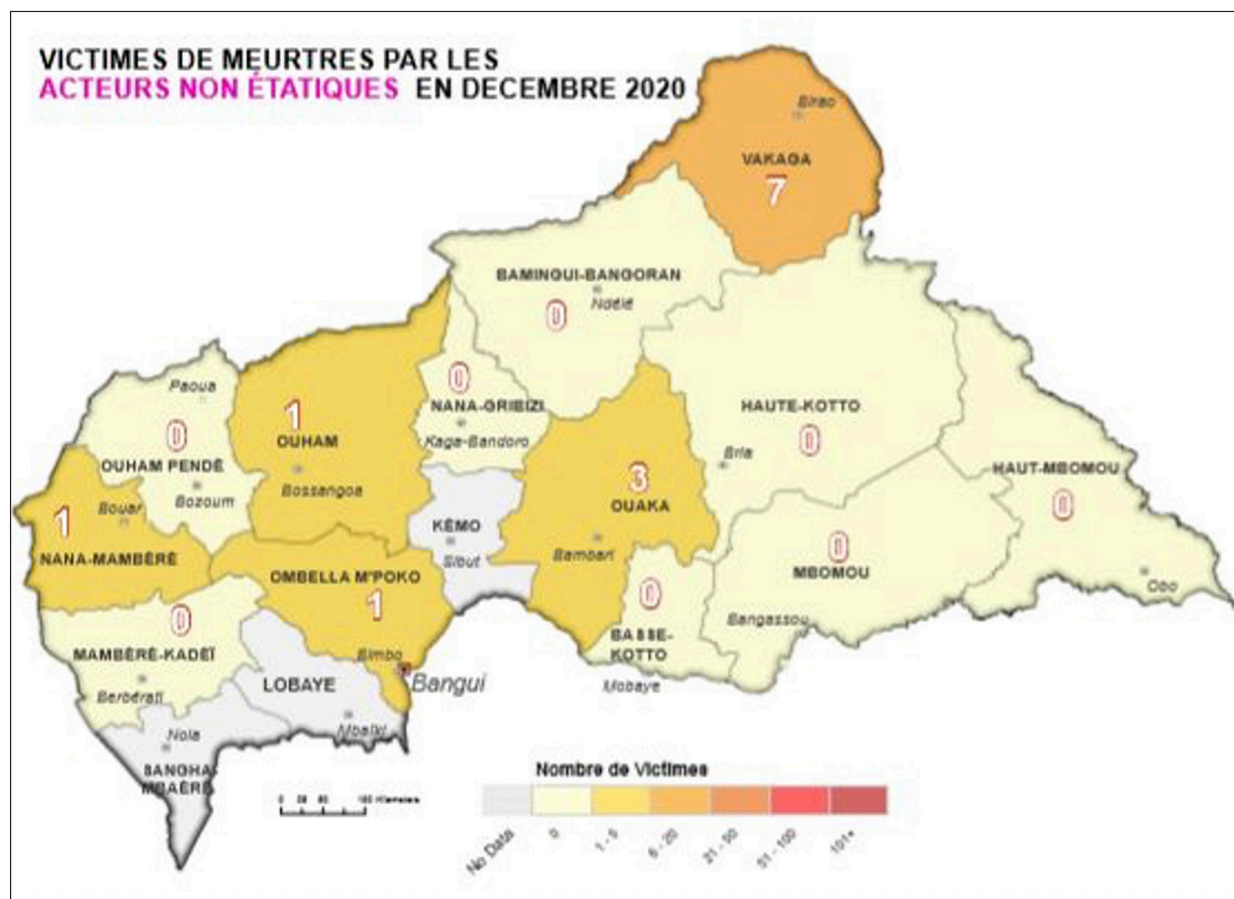


Figure 6

NOMBRE D'INCIDENTS PAR AUTEURS – DECEMBRE 2020

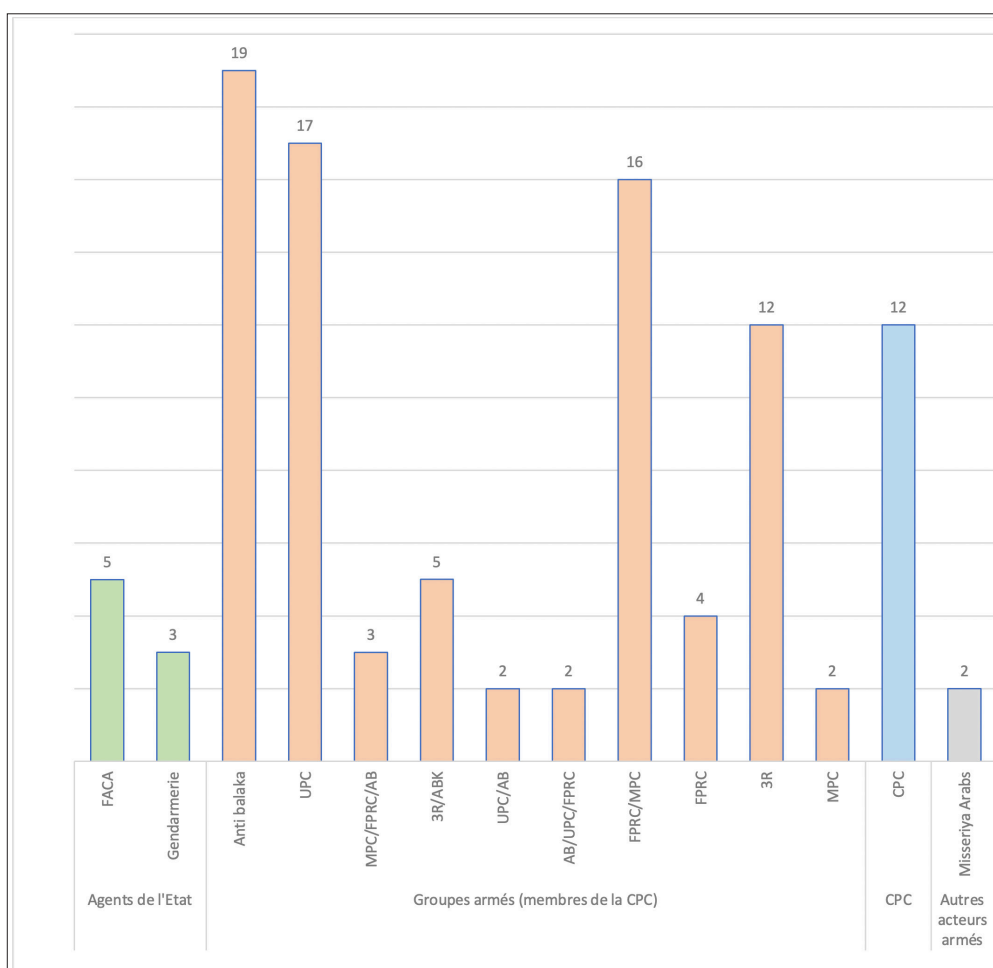


Figure 7

EVOLUTION DU NOMBRE DE CIVILS TUÉS EN LIEN AVEC LE CONFLIT 2017 – 2020

